



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement
informatique
Saint-Etienne

MARCHÉ 02/2025

LOT 1

Règlement de la Consultation

MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018

Date limite de réception des offres : MARDI 09 SEPTEMBRE – 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet du marché	3
ARTICLE 2 – Conditions de l’appel d’Offres.....	3
2.1 – Composition du dossier de Consultation	3
2.2 – Délai d’exécution.....	3
2.3 – Délai de validité des offres	3
2.4 – Procédure de passation	3
ARTICLE 3 – Présentation des Offres	3
3.1 – Documents à produire.....	3
3.2 – Remise des offres	3
ARTICLE 4 – Jugement des offres.....	4
ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires	4
ARTICLE 6 – Visite de site	4

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique. Il porte sur l'attribution d'une mission de base et de missions complémentaires, et concerne l'opération d'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en toiture terrasse du CTI St-Etienne.

Le lieu d'exécution des prestations est :

**CTI SAINT-ETIENNE
866 rue des Fraisses
42350 La Talaudière**

ARTICLE 2 – Conditions de l'appel d'Offres

2.1 – Composition du dossier de Consultation

Le dossier de consultation des entreprises est composé des éléments suivants :

- le présent Règlement de la Consultation
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- l'annexe programme technique

Les documents sont téléchargeables sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

2.2 – Délai d'exécution

Le marché débutera à sa date de notification. L'objectif est un achèvement des travaux fin juillet 2026.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.4 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 – Présentation des Offres

3.1 – Documents à produire

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent).
- Déclaration du candidat (imprimé DC2 à jour ou équivalent).
- Présentation de l'entreprise et de ses capacités professionnelles, précisant les moyens humains et techniques pouvant être affectés à l'exécution du marché.
- Liste de références vérifiables de prestation de même nature représentative de la prestation, objet du marché.
- L'Acte d'Engagement dûment complété, paraphé et signé par le représentant qualifié de l'entreprise habilité pour signer le marché. Un document justifiant cette habilitation devra être joint au dossier si besoin.
- Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle
- Tout document que le candidat jugera nécessaire pour argumenter son offre.

3.2 – Remise des offres

La date limite de réception des offres est fixée au :

Les candidatures et offres devront être remises exclusivement sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre sera nul et non avenu.

Il est précisé que la signature électronique des pièces de l'offre n'est pas exigée au stade de la réponse à la consultation.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement à l'anti-virus.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur public fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu.

Afin de prendre en considération les aléas de la transmission électronique, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB, ...) ou bien sur support papier.

Cette copie devra être réceptionnée avant la date limite mentionnée.

ARTICLE 4 – Jugement des offres

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée.

Le choix tiendra compte de l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Critère 1 : Montant de la rémunération : 60%

Critère 2 : Adéquation des compétences et moyens liés au projet : 40% répartis

- Compétences et références (25 points)
- Pertinence des moyens techniques et humains proposés (15 points)

Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit, dans un délai de 10 jours francs à compter de la demande du CTI St-Etienne, les documents prévus à l'article L.2142-1 de l'ordonnance 2018-1074 du 26.11.2018 et aux articles R.2143-6 à R.2143-9 du décret 2018-1075 du 03.12.2018 relatif aux marchés publics (*justificatifs sociaux et fiscaux, extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés, délégation de pouvoir ou signature, attestation d'assurance responsabilité civile et décennale, liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le cas échéant, copie du jugement de redressement judiciaire*).

ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents peuvent contacter :

Audrey MARTIN – marches.publics.cti-saint-etienne@assurance-maladie.fr – 04.77.42.95.02

ARTICLE 6 – Visite de site

Dans le cadre de la réalisation de la présente opération, les candidats pourront réaliser une visite de site, afin d'en évaluer objectivement les difficultés et particularités.

Le rendez-vous est à solliciter à l'adresse suivante : gtb.cti-saint-etienne@assurance-maladie.fr